L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

A. PEYROUSE & Co. RUE DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 6 DECEMBRE 1861.

C. M. WEBER, P. LISSET. E. DUPOUR G. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Prospectus de ce Journal.

VENDREDI MATIN, 6 DECEMBRE.

Abonné à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine au prix de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. B. Forstall, au coin de rues St-Jean Baptiste et Ste.—Le fond d'un magasin de groceries.

Création d'une marine.

L'année dernière, à pareille époque, nous félicitions que la sécession entraînerait fatalement la guerre, et dès que la Louisiane se prononça pour la séparation, nous déclarâmes qu'il n'y avait plus pour tous que qu'un seul devoir, celui de se préparer à une défense énergique, car la hardiesse d'une attaque nous paraissait indubitable. Malheureusement on ne crut pas, dans les sphères gouvernementales, à une guerre sérieuse. On traita de vaines menaces les paroles et la double main du message de M. Lincoln et on proclamait le mot d'avril n'oviront qu'un mois! les yeux des incrédules. Le blocus établi trois mois ridicule des côtes parut inoffensif, ridicule, et dès l'été, en effet, avec les moyens insuffisants, dont pouvait disposer, au mois de mai, le gouvernement fédéral. On laissa faire et, peu à peu, on lieu de 26 bâtiments M. Lincoln est arrivé à en employer 200 pour nous enfermer dans un cercle infranchissable.

Bien qu'ayant partagé l'erreur générale sur le rôle que jouerait l'Europe au sujet de ce blocus, nous avons, néanmoins, prédisait, dès le mois de mai, la création d'une marine et la résistance directe au blocus. Il était facile à cette époque d'aller attaquer les croiseurs insidieux de Lincoln et de les prendre à l'abordage; on est par là augmenté nos forces navales aux dépens de celles de l'ennemi, et, à force d'audace, on eût peut-être réussi à lui faire abandonner son entreprise. Quelques achats opportuns de steamers blindés, en Europe, eussent puissamment contribué à obtenir ce résultat. Rien ou presque rien n'a été fait ni par le gouvernement confédéré, ni par les Etats, si par les particuliers et le blocus tend à devenir de plus en plus hermétique.

Nous ne savons si le Congrès, qui, dans ses premières sessions, s'est montré fort parcimonieux dans ses allocations à la marine, sera changé d'avis et s'il prendra des mesures énergiques pour débarrasser nos côtes, mais nous insisterons pour que la Nouvelle-Orléans prenne en main le soin de ses propres intérêts et fasse par elle-même au moins une partie de la besogne.

Nous avons applaudi à l'action du Conseil de ville, qui a voté un fonds de $500,000 pour la construction de navires de guerre, à la condition que ce fonds serait porté à quinze cent mille piastres par les souscriptions des corporations ou des particuliers. Mais, depuis ce vote, nous n'avons plus entendu parler du projet. La législature, il nous semble, pourrait voter une somme de $500,000 pour la part de l'Etat dans la création d'une marine louisianaise. Ainsi patronée par la ville et l'Etat, l'entreprise aurait plus de chances de réussite. Il serait facile d'obtenir un million de piastres des corporations, des négociants et des plus riches planteurs, et de porter ainsi le capital à deux millions. Avec dix millions de francs, on pourrait acheter en Europe quatre corvettes blindées et armées, et il n'y aurait qu'à envoyer des officiers en prendre possession, former des équipages et les amener à l'embouchure du Mississipi.

Nous pensons qu'il serait impossible de construire à la Nouvelle-Orléans même de grands bâtiments de guerre, dans un délai assez rapproché, et avec économie. Les mauvaises et la main d'œuvre [illegible] ère, et tous ce qu'on peut [illegible] commandes du gouvernement [illegible] ême que nous proposons [illegible] ne, un [illegible] pas [illegible] [illegible] [illegible]